

= FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS POLITIQUES = Pactole pour LREM, graves difficultés financières pour le PS, le FN et les Républicains. Quels enseignements pour l'UPR ?



Les dotations financières publiques versées aux partis politiques, régies par la loi du 11 mars 1988, comportent deux volets :

a)- le premier dépend du nombre de voix obtenues au premier tour des législatives. Pour y avoir droit, il faut qu'au

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
moins cinquante candidats d'une formation politique dépassent 1% des suffrages. Chaque voix leur rapporte 1,42 euro par an.

b)- le deuxième volet dépend du nombre de députés et sénateurs élus qui se déclarent tous les ans rattachés à un parti. Chaque parlementaire rapporte actuellement 37 700 €. Une retenue est imposée en cas de non-respect de la parité hommes-femmes.

Le résultat des élections législatives de 2017 a eu pour effet d'accorder un véritable pactole à LREM – et accessoirement au MoDem – mais de plonger le PS, Les Républicains et le FN dans de sérieuses difficultés financières.

1°) Le gros lot pour En Marche : 100 M € de recettes sur 5 ans

Le parti lancé par Emmanuel Macron en 2016, et constamment promu depuis lors par tous les grands médias du pays, va bénéficier de 9,1 M € au titre de ses résultats du premier tour (6,4 millions de voix). Sur le quinquennat, cela correspond à 45,4 M €. À cette somme il faut ajouter les 11,6 M € annuels que le parti va obtenir grâce à ses 308 députés, soit 58 M € sur le quinquennat.

Avec ces résultats, LREM devient le parti le plus riche de France, avec près de 100M € en dotations publiques (99,5 M €) d'ici à 2022.

[. Source : <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives-2017/030387475808-legislatives-le-jackpot-den-marche-et-les-90-millions-perdus-du-ps-2095661.php#UGpX18VyG2gFktyS.99>]

2°) – PS : une perte de 90 M € de recettes sur 5 ans

À l'issue de ces législatives, le PS passe de 280 députés en 2012 à 39 en 2017...

Au premier tour des législatives, le PS n'a obtenu que 1.685.773 voix qui ne lui rapporteront que 2,39 M € par an, à comparer aux 10,82 M € annuels (7,6 millions de voix au premier tour de 2012) du quinquennat précédent, soit une perte de 42,15 M € d'ici à 2022.

Par ailleurs, les 29 députés PS rescapés de l'hécatombe ne rapporteront au parti que 5,47 M € sur cinq ans, quand leurs 280 prédécesseurs représentaient une manne de 53,7 M €.

Au total, le PS va donc perdre 90,38 M €. Même si le PS n'est pas endetté substantiellement, c'est un désastre.

[. Source : <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives-2017/030387475808-legislatives-le-jackpot-den-marche-et-les-90-millions-perdus-du-ps-2095661.php#UGpX18VyG2gFktyS.99>]

Cette situation est d'autant plus désastreuse que le PS compte aujourd'hui 130 salariés permanents pour quelque 42 300 adhérents revendiqués. Il doit donc envisager un plan social.

Fin mai, le secrétaire général du PS Jean-Christophe Cambadélis (éliminé dès le premier tour), a évoqué sur France Inter la vente du siège du PS, situé au 10 rue de Solférino, dans le très chic 7e arrondissement de Paris, pour faire face à une éventuelle faillite financière. La valeur de cet hôtel particulier est estimée à quelque 50 M €.

[.Source : <http://www.europe1.fr/politique/elections-legislatives-risque-de-faillite-financiere-pour-le-ps-et-les-republicains-3353372> et <http://www.leparisien.fr/elections/legislatives/legislatives-le-parti-socialiste-menace-par-la-faillite-financiere-12-06-2017-7043208.php>]

Ce n'est pas tout. Les élections législatives ont eu pour effet que 97 candidats du PS n'ont pas réussi à franchir la

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
barre des 5% au premier tour, seuil en-dessous duquel les frais de campagne ne sont pas remboursés par l'État.

Or les candidats du Parti socialiste n'avaient pas pour habitude d'envisager de faire moins de 5 % : en 2012, aucun candidat PS n'avait obtenu moins de 5 % alors que c'est le cas cette année d'un candidat PS sur cinq. Le résultat est que le PS doit gérer des cas délicats, avec des candidats qui s'étaient endettés imprudemment et se retrouvent avec plus de 30 000 € à payer personnellement.

[Source : http://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/legislatives-faute-d-avoir-atteint-les-5-ces-socialistes-se-retrouvent-endettes_2251299.html]

3°) – Les Républicains : 40 M € de recettes en moins sur 5 ans et 50 M € d'endettement bancaire

La situation financière n'est pas meilleure chez Les Républicains. L'organisation de la primaire a rapporté beaucoup plus d'argent que prévu, mais l'endettement des Républicains est toujours supérieur au montant faramineux de 50 M €.

[.Source : <http://www.europe1.fr/politique/elections-legislatives-risque-de-faillite-financiere-pour-le-ps-et-les-republicains-3353372>]

Même s'ils ont limité la casse en conservant 113 députés, Les Républicains ont perdu très gros avec ces élections. Encore faut-il tenir compte du départ d'une quarantaine d'entre eux dans les « Constructifs », départ qui pourrait avoir lui aussi des conséquences financières si ceux-ci décident de ne plus attribuer les fonds correspondants à LR.

Le parti n'a récolté que 3,6 millions de voix au premier tour (leur procurant 5,11 M € par an), contre un peu plus de 7 millions de voix en 2012 (10 M €). Sur le quinquennat, cela représente un manque à gagner de 24,45 M € par rapport à la législature précédente.

À cela, il faut ajouter la dotation publique liées au nombre d'élus (113) qui vont rapporter 4,26 M €, alors que les députés de la mandature précédente avaient rapporté 7,31 M € par an. Sur cinq ans, ce recul va représenter un manque à gagner de 15,3 M €.

Au total, les Républicains vont donc perdre près de la moitié de leurs financements publics, soit près de 40 M € en moins (39,75 M €) sur la durée du quinquennat, et cela alors qu'ils sont toujours criblés de dette.

[.Source : <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives-2017/030387475808-legislatives-le-jackpot-den-marche-et-les-90-millions-perdus-du-ps-2095661.php#UGpX18VyG2gFktyS.99>]

4°) - Le FN : 2,5 M € de recettes en moins sur 5 ans et 15 M € à rembourser rapidement

De son côté, le FN va voir sa subvention annuelle de 5 M € amputée d'environ 500 000 € après ces élections législatives. Cela ne représente qu'une baisse de -10% mais quand même 2,5 M € sur la mandature. [Source : http://www.lepoint.fr/politique/le-tresorier-du-fn-dement-les-rumeurs-de-faillite-28-06-2017-2138938_20.php ..]

Cependant, cette baisse tombe mal car le FN :

- a)- doit rembourser un prêt de 6 M € que Jean-Marie Le Pen a consenti (via la structure Cotelec) pour la campagne de sa fille et qu'il compte bien récupérer sans délai. Surtout depuis que Mme Le Pen lui a interdit l'accès au bureau politique du FN, le 20 juin, jour de son 89e anniversaire.
- b)- doit rembourser en septembre 2019, le prêt de 9 M € contracté en 2014 auprès de First Czech-Russian

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro Bank~~

- c)- pourrait être amené à rembourser 5 M € au Parlement européen pour solder l'affaire des soupçons d'emplois fictifs des assistants FN.

[Source : <http://www.lejdd.fr/politique/le-fn-au-bord-du-gouffre-financier-3371624>]

Conclusion : enseignements pour l'UPR

•

La très bonne gestion de l'UPR

Certes l'UPR n'a pas réussi à obtenir de financements publics et ses résultats électoraux restent modestes par rapport à ceux des Républicains, du PS et du FN.

Mais il est frappant de comparer la situation financière très solide de l'UPR – qu'ont soulignée les commissaires aux comptes lors de notre dernier Conseil national - à la quasi-faillite dans laquelle se débattent PS, LR et FN.

Il est également intéressant de noter que l'UPR a présenté 574 candidats aux élections législatives mais sans demander à aucun d'entre eux de verser plusieurs milliers – voire dizaines de milliers d'euros – pour financer leur propre campagne, comme c'est très généralement le cas dans les autres partis politiques. Avec les conséquences personnelles graves que cela peut revêtir, comme on le voit dans le cas des 97 candidats du PS n'ayant pas atteint 5 % des suffrages. **À l'UPR, aucun de nos 574 candidats n'en sera de sa poche au-delà de quelques dizaines d'euros pour ses menus dépenses.**

Tout cela tient au fait que l'UPR a été constamment gérée « en bon père de famille », avec prudence et parcimonie depuis sa création, en se fixant notamment pour lignes de conduites :

- **de ne jamais contracter d'emprunt bancaire,**
- **d'avoir recours pour l'essentiel au bénévolat.**

Jusqu'à présent, l'UPR n'a ainsi fonctionné qu'avec un nombre extrêmement limité de personnels rémunérés. Notre mouvement n'a jamais versé la moindre rémunération à son président et à son secrétaire général et à son équipe dirigeante et n'emploie actuellement – et depuis la fin de l'an dernier - que 5 permanents, payés au SMIC.

Cette extrême faiblesse des effectifs est à comparer avec la pléthore des effectifs rémunérés par le PS : 130 permanents. Si l'UPR avait eu la même gestion que le PS au prorata du nombre d'adhérents (l'UPR compte 28 400 adhérents soit 67,3 % des 42 300 adhérents revendiqués par le PS), notre mouvement devrait employer non pas 5 permanents comme actuellement mais.... 87 permanents !

Cette comparaison éclairante permet de mesurer les largesses que permet le financement public pléthorique dont bénéficient les partis dominants à l'Assemblée nationale : hier LR et le PS, aujourd'hui LREM (et accessoirement le MoDem). Cela prouve au passage que la loi sur le financement public des partis politiques est profondément injuste car elle tend à concentrer l'argent du contribuable sur les forces politiques dominantes qui ont déjà le plus large accès aux grands médias.

Notons au passage un paradoxe formidablement instructif.

D'une part le PS et les Républicains se présentent constamment comme des formations politiques responsables, assurent pouvoir gérer la France avec rigueur en poursuivant la politique des « réformes indispensables » exigées par Bruxelles, et critiquent l'idée de sortir de l'Union européenne et de l'euro

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
comme étant un projet déraisonnable et nocif qui plongerait la France dans la catastrophe économique et financière.

Mais d'autre part, il se trouve que les dirigeants du PS et des Républicains n'ont été capables que de conduire leur propre formation politique à la faillite, tout comme ils ont conduit la France à la faillite, tandis que l'UPR, qui propose la sortie de l'UE et de l'euro depuis sa création, apparaît au contraire comme un modèle de bonne gestion financière.

• La faiblesse de l'UPR

La comparaison des effectifs permanents du PS et de l'UPR au prorata des adhérents révèle aussi l'une des faiblesses de notre mouvement.

Jusqu'aux législatives de 2017, et du fait de l'obtention d'un financement public généreux, **le PS comptait 130 permanents pour 42 300 adhérents, soit 1 permanent pour 325 adhérents.**

L'UPR pour sa part – qui n'a pas eu accès depuis 10 ans au moindre financement public - compte 5 permanents pour 28 450 adhérents, soit 1 permanent pour... 5 690 adhérents.

Nous essayons de pallier cette faiblesse par le recours aux bénévoles et je ne saurais trop remercier tous ceux qui, en province comme à Paris, agissent bénévolement pour notre mouvement. Mais un encadrement bénévole est, par la force des choses, toujours moins disponible et réactif qu'un personnel embauché à temps plein.

Cette différence d'encadrement rémunéré à temps plein explique pour l'essentiel pourquoi l'UPR donne parfois l'impression à certains de ses adhérents de réagir avec retard, de ne pas toujours répondre à tous les courriers, de tarder à envoyer les cartes d'adhérents, etc.

C'est aussi la raison pour laquelle **j'insiste, depuis les législatives, sur la nécessité de renforcer, prudemment et progressivement, le nombre de salariés permanents et le niveau de leurs rémunérations et le recours à des prestataires extérieurs, si l'on veut professionnaliser toujours plus notre mouvement.**

Mais, **si nous voulons éviter le sort funeste du PS, de LR et du FN, qui ne doivent leur survie qu'en ayant recours aux banques, donc en perdant leur indépendance, le renforcement du professionnalisme de l'UPR passe inéluctablement par une augmentation significative de ses recettes.**

François ASSELINEAU

29 juin 2017

--